



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/074 du 22 mai 2025
de mise en demeure à l'encontre de la
société CSP (Centre Spécialités Pharmaceutiques)
pour son site implanté ZA La Barogne B.P. 44 77230 Moussy-le-Neuf**

VU le Code de l'environnement, notamment le titre 1er du livre V de ses parties législatives et réglementaires relatives aux « installations classées pour la protection de l'environnement », et ses articles L. 171-6 ; L. 171-8 ; L.172-1 ; L. 511-1 ; L. 514-5 ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU le décret du Président de la République en date du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral DCSE/BPE/IC n°2018/44 du 10/07/2018 portant autorisation à la société CSP (Centre Spécialités Pharmaceutiques) d'exploiter l'extension de l'entrepôt existant de stockage de matières combustibles situé zone d'activités de la Barogne - 3 avenue des 22 Arpents sur le territoire de la commune de Moussy-le-Neuf (77230) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 24-BC-049 du 9 août 2024 portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU le rapport n° E/25-0747 du 19 mars 2025 de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France, consécutif à une visite d'inspection réalisée le 16 décembre 2024 des installations exploitées par la société CSP situées ZA La Barogne B.P. 44 à Moussy-le-Neuf (77230), transmis à l'exploitant par courrier en date du 20 mars 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU le courrier préfectoral n° E/25-0748 du 20 mars 2025 informant la société CSP des mesures susceptibles d'être prises à son encontre et l'invitant à formuler ses observations ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans le courrier préfectoral n° E/25-0748 du 20 mars 2025 ;

CONSIDÉRANT que l'établissement exploité par la société CSP sur la commune de Moussy-le-Neuf est un établissement comportant des installations classées pour la protection de l'environnement, relevant du seuil bas de la directive SEVESO, soumis au régime de l'autorisation, dont les risques et nuisances sont réglementés par l'arrêté préfectoral susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 16 décembre 2024, l'inspecteur des installations classées a constaté que l'exploitant ne respectait pas la prescription de l'article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de son arrêté préfectoral susvisé en stockant des liquides inflammables et des aérosols dans des cellules non autorisées à cet effet ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 16 décembre 2024, l'inspecteur des installations classées a constaté que l'exploitant ne respectait pas la prescription de l'article 9.1.1 de son arrêté préfectoral susvisé en ne garantissant pas le respect des caractéristiques de l'entrepôt avec les quantités maximales de produits stockés (tonnes) suivant les cellules ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux conditions d'exploitations imposées par les articles 1.2.1 et 9.1.1 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

CONSIDÉRANT que les installations peuvent présenter de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8-I du Code de l'Environnement en mettant en demeure la société CSP de respecter les dispositions des articles 1.2.1 et 9.1.1 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne :

ARRÊTE

Article 1 : – RESPECT DES PRESCRIPTIONS

La société CSP (Centre Spécialités Pharmaceutiques) pour son site situé zone d'activités de la Barogne-3 avenue des 22 Arpents sur le territoire de la commune de Moussy-le-Neuf (77230), est mise en demeure de respecter :

1. **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral DCSE/BPE/IC n°2018/44 du 10/07/2018 en stockant, dans les quantités autorisées, les matières dangereuses relevant des rubriques 43XX dans les cellules autorisées à cet effet.
2. **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral DCSE/BPE/IC n°2018/44 du 10/07/2018 en garantissant le respect des quantités maximales de produits stockés dans les cellules suivantes : « aérosols » et C7 à C9.

Article 2 : – SANCTIONS

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1er du présent arrêté dans les délais imposés, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'Environnement.

Article 3 : – FRAIS

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 : – INFORMATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

Article 5 : – INFORMATIONS DES TIERS

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de deux mois.

L'information des tiers s'effectue dans le secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par loi.

Article 6 : – NOTIFICATION ET EXÉCUTION

- le Secrétaire Général de la Préfecture,
- le Sous-Préfet de Meaux,
- le Maire de Moussy-le-Neuf,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté sera notifiée au bénéficiaire sous pli recommandé avec avis de réception

Melun, le 22 mai 2025

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice empêchée,
La Cheffe de l'Unité Départementale de
Seine-et-Marne,



Agnès COURET

Destinataires d'une copie par mail :

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Sous-Préfet de Meaux,
- le Maire de Moussy-le-Neuf (77230),
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS).

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.

511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter du premier jour de publication de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.